



Solidaire Unitaire Démocratique

SUD CHU – 37044 TOURS cedex 09
Permanence du lundi au vendredi de 9 h à 17 h
Bretonneau Tél/fax 02 47 47 37 62 dect 7 22 05
Trousseau Tél : 7 84 17/ Fax : 7 84 18 dect 7 27 45
Clocheville tel : 7 95 92 Dect 7 2746



Tours le 9 avril 2020

Communiqué Contre tous les COPERMO Ce qui est vrai à Nancy doit aussi l'être à Tours

La crise du coronavirus percute le service public de santé à Tours comme partout en France. L'hôpital est fragilisé depuis des années par les politiques d'économies imposées par les directions et gouvernements successifs.

En région Grand Est, le directeur de l'Agence Régionale de Santé (ARS) a suscité un tollé le vendredi 3 avril en déclarant qu'il ne voyait pas de raison de "remettre en cause" les fermetures de lits et la suppression de 598 postes au sein du CHRU de Nancy. Et qu'ainsi il poursuivrait la politique actée par le fameux Comité Interministériel de la Performance et de la Modernisation de l'Offre de soins hospitaliers (COPERMO). Le ministère de la Santé et de la Solidarité l'a désavoué dans un premier temps, avant de le démettre de ses fonctions le 8 avril.

Ce qui est vrai à Nancy ne l'est-il pas à Tours ?

A Tours, cela fait des années que nous nous mobilisons pour dénoncer les plans d'économies imposés au CHRU depuis 2006. Nous nous sommes battus il y a 2 ans contre le plan COPERMO qui prévoit de supprimer 400 lits et 400 postes à terme. Ce plan de restructuration, a été validé et voté d'une seule voix par la direction générale, les élu·es, le président du conseil de surveillance (maire de Tours).

Depuis longtemps nous alertons l'Agence Régionale de Santé sur les difficultés rencontrées par tout le secteur médico-social public d'Indre et Loire comme les EHPAD, le secteur de la protection de l'enfance, de la maternité, etc... Et des dangers qu'elles impliquaient pour l'ensemble de la population.

Les directions d'établissements, les tutelles n'ont pas écouté. Elles n'ont pas voulu entendre les revendications des hospitalier·es dans les rues de Tours, de Chinon, d'Amboise. Bien au contraire, à Tours l'omerta est imposée d'une main de fer par notre direction. Les banderoles des services en grève sont retirées, la liberté d'expression des agent·es est réprimée au titre d'un droit de réserve ne visant qu'un seul but : faire taire les professionnel·les de santé pour invisibiliser de façon mensongère les conditions de travail du CHRU.

Aujourd'hui, la situation n'a donc rien d'étonnant. Nous manquons d'effectifs pour assurer la sécurité et des conditions de travail décentes des agents. Nous manquons de lits, de places, pour accueillir toutes celles et ceux qui en ont besoin, sans devoir laisser de côté les plus fragiles et faire des choix impossibles. Nous savons déjà que nous ne pouvons pas soigner et accompagner tout le monde. Nous ne pouvons pas prendre en soins toutes les personnes qui sont ou seront atteintes par le coronavirus, tout en apportant aussi bien que nous le voudrions, le soutien nécessaire aux autres régions en difficultés. Il ne faut pas oublier

les patient·es qui ne sont pas atteint·es par le Covid-19 et qui se retrouvent hospitalisé·es dans d'autres services d'hébergements ou pire pour qui l'hospitalisation, consultation, examen ou intervention chirurgicale ont été reportées ou simplement annulées.

C'est à nouveau, et dans la colère, que le constat est fait : l'accès à la santé est mis à mal.

Alors il est temps de reconnaître que notre Hôpital, que les professionnel·les qui y travaillent et qui sont en première ligne pour affronter les crises ne sont pas une marchandise. Le secteur public de la santé doit être définitivement sanctuarisé avec tous les moyens nécessaires à son bon fonctionnement.

Comme l'actualité l'a démontré à Nancy, il faut alors réparer les dégâts déjà commis au CHU de Tours, par l'application du plan de fermeture des lits et de suppressions de postes commencé en 2018. Et il faudra bien penser à ne pas reproduire les mêmes erreurs.

SUD Santé Sociaux 37 demande de nouveau, pour le CHU de Tours et pour tous ces établissements publics de Soins :

- L'arrêt évident de toutes restructurations en cours ou à venir dont le COPERMO et des méthodes de management pathogène existantes,
- L'arrêt de toutes les politiques et lois d'austérités imposées à la santé,
- La réouverture de tous les lits qui ont été fermés depuis les restructurations du COPERMO au CHU de Tours.
- La réintégration de tous les postes, par une embauche pleine et pérenne de tous les effectifs concernés.
- Une politique anti-précarité avec la titularisation de toutes les contractuel·les à pleins temps.

Pour la Santé et la protection de toutes et tous, nous demandons les directions, tutelles et gouvernements arrêtent la mise à mort du service public de Santé et qu'ils pansent maintenant ses blessures.